

**Bruno JEAN**

Professeur en développement régional  
Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en développement rural  
Directeur scientifique du Centre de recherche sur le développement territorial  
Département des sciences humaines, Université du Québec à Rimouski

**1974**

# **SOCIOLOGIE RURALE**

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole  
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec  
et collaboratrice bénévole

Courriel : [mailto : mabergeron@videotron.ca](mailto:mabergeron@videotron.ca)

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"  
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web : [http://www.uqac.ca/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales](http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales)

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web : <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole, professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec  
courriel : [mailto : mabergeron@videotron.ca](mailto:mabergeron@videotron.ca)

Bruno JEAN **Sociologie rurale.**

Texte d'accompagnement pour le cours **Agriculture, Formation sociale et économique 131.** Ministère de l'éducation. No doc. : 38-2733, Octobre 1974. 83 pp.

En collaboration avec la Direction générale de l'éducation des adultes et le Bureau de l'extension de l'enseignement de la Faculté d'agriculture et d'alimentation de l'Université Laval.

[Autorisation accordée par l'auteur le 11 août 2003.]



Courriel : [bruno\\_jean@uqar.qc.ca](mailto:bruno_jean@uqar.qc.ca)

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format  
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition réalisée le 26 juin 2004 à Chicoutimi, Québec.

Édition numérique réalisée le 17 décembre 2004 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



**Texte d'accompagnement pour le cours « formation sociale et économique 131 »  
(FSE 131) section 3 :**

## « Sociologie rurale »



**Texte préparé par M. Bruno JEAN**

En collaboration avec la Direction générale de l'éducation des adultes et le Bureau de l'extension de l'enseignement de la Faculté d'agriculture et d'alimentation de l'Université Laval.

## Plan

### INTRODUCTION

#### Chapitre I : Évolution de la société québécoise

Passage d'une société rurale traditionnelle à une société urbaine moderne

Bref historique de la société québécoise

#### 1. – Évolution de la population

Exode vers les États-Unis

Population rurale et population urbaine

Population rurale agricole et rurale non agricole

Population active

#### 2. – Évolution de l'Économie,

Première phase : début du XIXe siècle à 1860

Deuxième phase : 1860 à 1920

Troisième phase : 1920 à nos jours

#### 3. – Évolution des structures sociales

La famille

La paroisse

Les professions

Les classes sociales et les élites

Quelques caractéristiques de cette évolution :

Évolution de la pensée sociale

Évolution de la culture

#### 4. – Évolution de l'agriculture québécoise

L'agriculture avant 1900

L'agriculture vers 1900

Les années 1920 et la première guerre mondiale

La crise économique des années 1930

La 2e guerre mondiale

De l'après-guerre à nos jours

#### 5. – L'évolution du milieu rural : Passage d'une communauté homogène à une société pluraliste

#### 6. – L'agriculture en évolution : apparition du syndicalisme, de la coopération et de l'intégration

Le syndicalisme agricole

La coopération

L'intégration

Chapitre II : La société québécoise actuelle

1. – La société globale québécoise actuelle

Population

Économie

Les structures sociales

Une culture en mutation

Le Québec : une société moderne

2. – Le milieu rural québécois actuel

3. – La situation actuelle de l'agriculture québécoise

De l'agriculture à l'industrie alimentaire

Développement de l'agro-économie

Augmentation des besoins de la production

L'intervention de l'État

Un principe : la rationalité

De nouveaux objectifs

Une nécessité : connaissances scientifiques et techniques

L'agriculture de demain : orientations possibles

Chapitre III : L'agriculteur moderne

1. – Traits personnels et professionnels de l'agriculteur moderne

A) Traits personnels

1. Scolarisation plus élevée

2. La participation

3. Adhésion aux organismes agricoles

4. Intégration aux organismes du milieu

B) Traits professionnels

1. Une nouvelle conception de l'agriculture

2. Esprit ouvert à la science et au progrès

3. Administration rationnelle de son entreprise

4. Intégration à la société moderne

2. – Nouveaux rôles de l'agriculteur moderne

1. L'agriculteur : un producteur agricole

2. Le producteur agricole : un technicien

3. Le producteur agricole : un administrateur

4. Des professionnels de l'agriculture

3. – L'agriculteur moderne face à de nouveaux problèmes

1. Vieillesse de la population agricole et relève agricole

2. Réorientation de ceux qui quittent l'agriculture

BIBLIOGRAPHIE

## INTRODUCTION

[Retour au plan](#)

La sociologie rurale, par l'observation et l'analyse de l'organisation, de l'évolution et des problèmes d'un milieu particulier, le milieu rural, se propose d'éclairer la compréhension des individus de ce même milieu. Comme le milieu rural fait partie intégrante d'un ensemble plus vaste qu'est la société globale, la sociologie rurale s'intéresse aussi à l'étude de la société globale, ce qui permet de mieux comprendre le milieu rural tel quel.

Ainsi, dans ce cours, l'étude de l'évolution du milieu rural et agricole est toujours resituée dans le contexte de l'évolution de la société globale québécoise.

Ce document comprend trois grandes parties qui répondent chacune à un objectif : comprendre les transformations majeures de la société québécoise et du monde rural ; saisir la situation actuelle de la société québécoise, du monde rural et de l'agriculture ; tracer le portrait de l'agriculteur québécois actuel.

Un des observateurs les plus perspicaces de l'évolution de notre milieu rural est le sociologue québécois Gérard Fortin. Reconnaisant la justesse de ses analyses, ce texte s'inspire, dans une bonne mesure, de l'ensemble de ses travaux.

# Chapitre I

## Évolution de la société québécoise

[Retour au plan](#)

Pour comprendre la situation actuelle de la société québécoise, il nous faut analyser son passé, son évolution. Plusieurs analystes ont compris ce fait de sorte qu'aujourd'hui, on peut lire beaucoup de textes, d'une qualité plus ou moins certaine, qui traitent de l'évolution de notre société. Notre intention ici ce n'est pas de reformuler un autre texte mais de tenter une brève synthèse de tous ces écrits. Brève synthèse, car dans une autre partie de ce chapitre nous aborderons l'évolution du monde rural. Or, le Québec des années 1900 était un monde largement rural. Ainsi, en étudiant l'évolution du monde rural, nous étudions du même coup, dans une large mesure, l'évolution de la société globale québécoise.

### **Passage d'une société rurale traditionnelle à une société urbaine moderne**

Plusieurs sociologues qui ont analysé l'évolution de notre société ont, plus ou moins explicitement, caractérisé cette évolution de la société globale par le passage d'une société rurale traditionnelle (le Québec des années 1800 et début 1900) à une société urbaine moderne (le Québec de 1920 à nos jours). Le Québec aurait alors complètement changé de visage, passant d'un type de société à un autre. Pour soutenir leurs analyses, ces auteurs montraient que le Québec d'autrefois se rappro-

chait du « type idéal » de la société traditionnelle (le type idéal : un société imaginaire qui, dans ses grands traits, ressemble aux sociétés qui existent réellement). Le Québec d'aujourd'hui se rapprocherait alors du type idéal de société urbaine moderne. Même si on ne dit pas tout de l'évolution de la société québécoise en parlant de cette évolution comme celle d'une société rurale traditionnelle qui se transforme en une société urbaine moderne, ce cadre d'analyse a pour but de faire comprendre, de rendre explicites ou plus clairs, les propos concernant cette évolution.

Sans entreprendre une analyse systématique de l'évolution du Québec à partir de cette voie d'analyse, nous présentons ici quelques traits de ces deux types de sociétés. Il appartient au lecteur de juger la vision que nous avons de l'évolution de notre société.

*La société traditionnelle* se caractérise par une économie simple, une économie de subsistance. Elle est organisée sur la base de petits groupes restreints relativement autonomes. L'organisation sociale est dominée par la parenté. Ce sont les relations entre la parenté qui remplissent la vie sociale de tous les jours. Parce que tout le monde se connaît, le « contrôle social » est très fort, c'est-à-dire que les façons d'agir sont définies très précisément et chaque individu est obligé de se conformer aux manières admises. Sur le plan culturel, la prédominance du sentiment religieux et de la tradition conditionne la mentalité de ceux qui vivent dans ce type de société.

*La société moderne* se caractérise par une économie complexe basée sur la technologie, préoccupée d'une productivité élevée, orientée vers la production en série de plusieurs biens de consommation. Au plan social, la préoccupation de la production prédomine et elle conditionne l'organisation sociale : diversification de la structure des occupations, importance de l'école et des groupes d'amis, des organisations tels les syndicats et autres. Les élites sont nombreuses et diverses. Cette société est largement urbaine et orientée vers le progrès qu'on croit possible par la science, la rationalité. Grâce aux moyens de communication et d'information qu'elle développe, elle crée un brassage d'idées, une sécularisation poussée et un pluralisme religieux et moral.

Pour démontrer que l'évolution de la société québécoise correspond bien à ce passage d'une société rurale traditionnelle à une société urbaine moderne, il faut retrouver dans l'évolution du Québec des faits qui nous montrent que cette société a déjà, dans le passé, appartenu au premier type de société et appartient maintenant au second. L'analyse que nous présenterons ici nous permettra d'en juger.

## Bref historique de la société québécoise

[Retour au plan](#)

Nous savons tous que c'est la France qui a implanté, au Québec, une colonie vers les années 1600. Mais, en 1760, à la suite d'une guerre entre la France et l'Angleterre, celle-ci conquiert la colonie canadienne-française. Or, cette conquête est un moment très important dans notre histoire. Déjà, avant la conquête, les Canadiens français avaient commencé à développer une collectivité proprement québécoise. La conquête de 1760 signifiait, à plus ou moins long terme, la disparition de cette collectivité avec ses manières de vivre, sa langue, sa religion, etc... Par un surprenant instinct de survie et guidée par le clergé, la collectivité québécoise, d'ailleurs écartée du commerce par les colonisateurs britanniques, s'installe sur le sol québécois, devenant une société rurale pratiquant l'agriculture de subsistance et élevant de très grosses familles. Ainsi, cette volonté ardente de survie nous permet aujourd'hui de parler d'une société québécoise qui a sa culture et sa langue propres. Le Québec a été longtemps une société rurale. Quels que soient les jugements qu'on peut porter sur cette société agricole et rurale québécoise, il est un fait certain : cette orientation de nos ancêtres après la conquête anglaise a permis à la société québécoise de survivre et de constituer une société reconnue.

Ainsi, on pouvait dire de la société québécoise du siècle dernier qu'elle vivait repliée sur elle-même presque complètement fermée aux influences du monde extérieur. La culture était essentiellement rurale, soutenue et valorisée grandement par l'Église et l'institution paroissiale. L'Église a d'ailleurs été, jusqu'à récemment, la structure dominante d'autorité et de pouvoir, parallèle à la structure politique et souvent supérieure à celle-ci.

Nous pouvons maintenant aborder l'étude de l'évolution de la société québécoise en analysant cette évolution par rapport à quelques grandes caractéristiques comme la population, l'économie et l'organisation sociale.

## 1. – Évolution de la population

[Retour au plan](#)

Notre analyse portera sur le siècle actuel. Nous pourrions d'abord considérer l'évolution de la population totale.

### A) Évolution de la population québécoise

1901	–	1,648,898
1911	–	2,005,776
1921	–	2,360,510
1931	–	2,874,662
1941	–	3,331,882
1951	–	4,055,681
1961	–	5,259,211
1971	–	6,027,764

Au moment de la conquête, la population de la société québécoise était d'environ 60,000 personnes. Maintenant, nous sommes plus de six millions d'habitants. Nous remarquons, d'après les données du tableau, une évolution rapide de la population. Le facteur le plus déterminant fut sans doute le fort taux de natalité des Québécois. Cet accroissement était cependant freiné par un taux élevé de mortalité infantile et aussi par un mouvement important d'émigration vers les États-Unis.

### Exode vers les États-Unis

[Retour au plan](#)

Cette émigration fut si grande qu'elle mérite une attention particulière. Elle prit, dans certaines régions, le caractère d'un exode massif entre 1830 et 1930 environ. Vers les années 1850, l'agriculture québécoise était dans une situation difficile. Par ailleurs, les meilleures terres le long des rives du Saint-Laurent étaient occupées. Les fils des familles agricoles nombreuses devaient aller s'installer dans des régions de colonisation de plus en plus éloignées et où les terres étaient moins fertiles. D'un autre côté, le phénomène des familles nombreuses faisait que le Québec, alors bien peu industrialisé, n'avait pas d'emplois pour cette main-d'œuvre. Par ailleurs, aux États-Unis, l'industrie s'implantait rapidement et avait besoin de travailleurs. Attirés par les promesses d'une vie meilleure, beaucoup de Québécois partent pour les

centres industriels de la Nouvelle-Angleterre. Ce mouvement démographique de migrations connut une grande ampleur. Nous ne connaissons pas exactement le nombre de Québécois qui ont ainsi émigré aux États-Unis. Esdras Minville estime ce nombre à près d'un million de personnes. Par ailleurs, déjà en 1900, des documents du gouvernement américain nous indiquaient qu'il y avait au-delà de 500,000 habitants des six États de la Nouvelle-Angleterre qui étaient d'origine canadienne-française.

## Population rurale et population urbaine

[Retour au plan](#)

Nous pouvons étudier la population du Québec en regardant l'évolution de la répartition de cette population selon le milieu d'habitat : rural ou urbain.

### B) Évolution de la population rurale et urbaine : Québec

ANNÉES	POPULATION RURALE	%	POPULATION URBAINE	%
1901	994,833	60,3	659,065	39,7
1911	1,038,939	51,8	966,842	48,2
1921	1,037,941	44,0	1,322,569	56,0
1931	1,061,056	36,9	1,813,606	63,1
1941	1,222,198	36,6	2,109,684	63,4
1951	1,340,340	33,0	2,715,341	67,0
1961	1,352,807	25,7	3,906,404	74,3
1971	1,166,520	19,4	4,861,245	80,6

Au siècle dernier, la population du Québec était majoritairement rurale. Au début des années 1900, 60 % de notre population était rurale. Vers les années 1920, la population urbaine devient majoritaire. Depuis ce temps, la population urbaine s'accroît. Elle compte maintenant pour plus de 80 % de la population totale. La situation est complètement inversée. Vers 1870, notre population était rurale à 80 %

Durant cette période, le Québec a développé un réseau urbain dont la caractéristique principale est la concentration de la population dans quelques villes. Ainsi, aujourd'hui, la zone métropolitaine de Montréal compte, à toutes fins pratiques, la moitié de la population québécoise.

## Population rurale agricole et rurale non agricole

[Retour au plan](#)

Jusqu'aux années 1950, la population rurale vivait surtout sur des fermes. Il s'agissait donc d'une population agricole. Maintenant, la population rurale n'est plus majoritairement agricole. Le monde rural est habité par une part grandissante de population ne pratiquant pas l'agriculture.

ANNÉES	POP. RURALE AGRICOLE	POP. RURALE NON-AGRICOLE	% PAR RAPPORT À LA POPULATION TOTALE DU QUÉBEC	
			AGRICOLE	NO-AGRICOLE
1951	760,905	579,435	18,7	14,3
1956	740,387	647,153	16,0	14,0
1961	564,826	787,981	10,8	14,9
1966	493,567	762,164	8,5	13,2
1971	305,300	861,215	5,0	14,3

## Population active

Si la population québécoise est devenue une population urbaine, on peut supposer que la structure des occupations a changé, les gens vivant en ville n'ayant pas les mêmes emplois que leurs prédécesseurs qui vivaient majoritairement dans le milieu rural. Nous pouvons analyser ce phénomène d'évolution des emplois en voyant comment la population se distribue selon trois catégories d'occupation : 1) le primaire : agriculture, forêt, mine, pêche ; 2) secondaire : usines de transformation et construction ; 3) tertiaire : les services.

### Évolution de la structure des occupations (en pourcentage)

Occupation	1911	1921	1931	1941	1951	1961	1965
Primaire	34,8	30,1	22,6	25,3	16,9	10,6	9
Secondaire	33,6	31,6	33,4	32,3	34,3	31,6	33
Tertiaire	31,6	38,3	42,0	42,4	48,8	57,8	58

Nous remarquons une baisse graduelle des emplois dans le secteur primaire et une hausse proportionnelle dans le secteur tertiaire, le secteur secondaire restant stable, bien qu'il augmente en chiffre absolu. Cette structure d'emploi est typique de la situation d'une société urbaine et industrielle. Ceux qui pratiquent l'agriculture sont peu nombreux (moins de 5 %) mais leur production est élevée.

## 2. – Évolution de l'économie

### [Retour au plan](#)

Au siècle dernier, l'économie du Québec reposait sur l'agriculture. L'industrie n'existait pratiquement pas. L'évolution économique du Québec a suivi, avec plusieurs années de retard, l'évolution économique mondiale. Pour caractériser cette évolution, nous pouvons découper trois périodes correspondant aux trois étapes principales de l'évolution économique du Québec.

### **Première phase : début du XIXe siècle à 1860**

L'activité économique consiste surtout dans la manipulation et l'échange de deux produits principaux : le bois et le blé. Ce type d'activité économique basée sur le commerce est rendu possible par des liens préférentiels unissant le Canada et l'Angleterre. La base de l'économie est agricole. Il y a une amorce d'industrialisation avec la construction maritime à Québec et les grandes meuneries de Montréal. On commence aussi à développer des voies de circulation, infrastructure essentielle d'une économie moderne, (construction de canaux pour rejoindre les Grands Lacs). L'activité commerciale est surtout le fait des Anglais. Les Canadiens français sont presque tous occupés à l'agriculture. Les autres font de la petite industrie familiale et artisanale ou sont commerçants de village.

### **Deuxième phase : 1860 à 1920**

Il s'agit de la phase des débuts de l'industrialisation. Avec la confédération.. la politique économique du Canada se dirige dans le sens du développement industriel. L'activité se développe : chemin de fer – industrie – institutions bancaires. Le rôle des Canadiens français est encore assez faible.

Quelques Canadiens français commencent à développer de grosses entreprises (navigation fluviale et institutions bancaires). De plus, ces premiers industriels canadiens-français développeront l'industrie du papier et de la chaussure. C'est à cette période que les investissements américains commenceront à entrer au Québec.

### Troisième phase : 1920 à nos jours

C'est la période de l'industrialisation définitive du Québec occasionnant des déplacements accrus de la population vers des villes nouvelles qui apparaissent ou les villes anciennes qui s'agrandissent. Le gouvernement s'associe aux entreprises américaines qui accélèrent cette expansion industrielle. En 1934, le tiers des investissements de la province proviennent de capitaux américains. Ce développement économique rapide est rendu possible grâce aux grandes ressources minières, forestières et hydro-électriques du Québec. Il réussit aussi grâce à la demande forte provoquée par les deux guerres mondiales.

Sur le plan de l'agriculture, même si cette activité perd de l'importance par rapport aux autres secteurs de l'économie, la production s'accroît toujours, même avec un nombre moins grand de travailleurs. Ainsi la valeur brute de la production agricole passe de 93 millions à 500 millions de 1915 à 1965. L'accroissement est encore plus rapide ces dernières années, la valeur passant à un milliard de dollars en 1973.

## 3. – Évolution des structures sociales

[Retour au plan](#)

En étudiant l'évolution de la population et de l'économie québécoise nous avons pris conscience des changements importants survenus au Québec. Maintenant, nous pouvons voir l'ampleur de cette évolution sur le plan social, dressant une brève description de l'évolution de nos structures sociales les plus importantes : la paroisse, la famille, les professions, les classes sociales et les élites.

### La famille

La famille québécoise d'autrefois était nombreuse. Il n'était pas rare de voir des familles de 10 et même 15 enfants. Vivant le plus souvent sur une ferme, les enfants n'allaient pas longtemps à l'école et aidaient leurs parents. Tout le monde participait au travail de la ferme. La famille fournissait à peu près tous les besoins : logement, vêtements, éducation, loisirs. La vie sociale se passait en famille et les sorties principales étaient les visites chez la parenté et l'assistance aux offices religieux. D'ailleurs, la religion occupait, à ce moment-là, une place importante.

Peu à peu, suite à l'évolution de l'industrialisation et de l'urbanisation, les familles devinrent urbaines autant par le fait d'aller habiter en ville que par un changement de mentalité. Aujourd'hui, la famille est beaucoup plus un lieu de résidence qu'un milieu de vie. À côté d'elle, d'autres institutions se sont développées ou ont pris de l'importance, en particulier, l'école où les enfants vont s'instruire. Même sur le plan de l'éducation, la famille joue un rôle de plus en plus réduit. La parenté perd aussi de son importance par rapport aux amis. Les familles d'aujourd'hui sont aussi beaucoup plus petites ; aujourd'hui, une famille est dite grosse si elle compte quatre enfants. Ainsi, il ressort de cette évolution que la famille a perdu plusieurs de ses fonctions. Les familles actuelles, égalitaires et démocratiques, remplacent les familles d'autrefois, autoritaires et communautaires ; avant, l'accord entre les membres de la famille était posé d'avance et garanti par l'autorité du père et de la mère ; maintenant les membres de la famille ont à se mettre d'accord et chacun à son mot à dire.

## La paroisse

[Retour au plan](#)

Dans le Québec rural d'hier, la paroisse était une institution très importante. La famille s'auto-suffisait et il en était ainsi de la paroisse. C'était l'univers dans lequel les gens participaient. Organisée sur une base autant religieuse que civile, elle constituait la société globale. Ainsi, plusieurs personnes naissaient et mouraient dans la même paroisse sans avoir été à l'extérieur. Les gens n'étaient pas instruits. Alors, on s'en remettait au curé et quelques notables de l'endroit pour la conduite des affaires de la paroisse. Le curé avait beaucoup de pouvoir et de prestige. Comme tous les gens de la paroisse se connaissaient et occupaient à peu près les mêmes fonctions, le contrôle social était fort. Quelqu'un qui avait une conduite déviante était aussitôt pointé du doigt.

Aujourd'hui, la paroisse a perdu sa situation d'institution privilégiée pour l'organisation de la vie collective. Dans le milieu urbain, de plus en plus, on ne se sent aucun sentiment d'appartenance à la paroisse. En milieu rural, autant la paroisse était homogène, autant elle est devenue pluraliste, c'est-à-dire le lieu de plusieurs groupes différenciés (cultivateurs, ouvriers, commerçants, artisans, rentiers, chômeurs). C'est davantage la petite ville régionale qui structure les activités économiques et sociales.

## Les professions

Un des phénomènes les plus importants de l'évolution du Québec est celui de l'évolution de la structure des occupations. Dans le Québec rural d'autrefois, la plupart des gens pratiquaient l'agriculture. Mais l'agriculture ne pouvait faire vivre la population que si celle-ci restait relativement stable ; car, au moment où il ne

reste plus de nouvelles terres à défricher, le surplus de population doit faire autre chose. Comme la population du Québec s'est accrue rapidement, ce phénomène se produisit. Ainsi, vers la fin du siècle dernier, l'agriculture ne pouvait faire vivre toute la population. C'est pour cette raison qu'on a connu un exode massif de Québécois aux États-Unis. Avec les débuts de l'industrialisation au Québec, les ruraux excédentaires purent aller en ville travailler dans l'industrie. Cet exode vers la ville fut tout aussi considérable et même plus. Ainsi, on estime que, de 1871 à 1951, 400,000 jeunes ruraux ont quitté la terre où ils sont nés. Ces gens vont alors travailler dans l'industrie et les services, ce qui créa, sur un plan d'ensemble, une diversification grandissante des emplois et des professions.

Par ailleurs, sur le plan des professions libérales, les Québécois qui s'instruisaient (généralement, un ou deux par famille au début) avaient tendance à se diriger en grand nombre dans le droit, la médecine et la prêtrise. Ces professions étaient très valorisées, aux dépens des professions scientifiques et techniques. C'est ainsi qu'on a pu parler d'un retard des Canadiens français sur le plan des professions scientifiques. Dans un Québec religieux, il était normal que ceux qui s'instruisaient veuillent faire des prêtres. La situation a cependant changé ; de plus en plus, les professions tels qu'ingénieurs, architectes, etc... sont valorisées et beaucoup choisissent ces carrières. Le Québec contemporain connaît ainsi une différenciation des occupations, caractéristique d'une société moderne.

## Les classes sociales et les élites

[Retour au plan](#)

Les individus d'une société se regroupent en différentes classes selon qu'ils détiennent plus ou moins de pouvoir politique et économique et qu'on leur accorde plus ou moins de prestige. Ces différents groupes sont généralement appelés les classes sociales d'une société. Nous pouvons voir brièvement les caractéristiques principales de l'évolution des classes sociales au Québec.

Au début du siècle, le Québec était encore rural. Dans les villages ruraux, il n'y avait pratiquement que deux classes dans la hiérarchie sociale : 1) une strate supérieure comprenant un petit groupe d'individus : le curé et les notables du village 2) toutes les autres familles cultivant la terre ayant une valeur économique à peu près égale. Au plan de la société globale québécoise, le clergé occupait le sommet de la hiérarchie sociale. Ensuite, venaient les hommes de profession, les hommes politiques et autres personnages publics. Un deuxième groupe comprenait les commerçants et les hommes d'affaires qui forment ce qu'on appellerait aujourd'hui, la classe moyenne supérieure. Enfin, au bas de l'échelle : les ouvriers. Dans plusieurs villes, il y avait aussi une classe économique dirigeante : les Anglais, propriétaires de l'industrie.

Cette structure de classe a évolué dans de multiples directions. Aujourd'hui, il n'y a pas une structure unique de classe mais une variété de structures différentes selon les villes et les régions. Le fait marquant de cette évolution est la constitution des masses urbaines canadiennes-françaises. Ces travailleurs urbains forment une classe moyenne de plus en plus nombreuse où l'action des syndicats contribue à accentuer la conscience de classe.

Chaque société comprend aussi un certain nombre de personnes ou de groupes qui, par suite de leur pouvoir et de leur prestige, contribuent à l'action historique de la collectivité, autrement dit, à son orientation. Ainsi au Québec du siècle dernier et d'une bonne partie du siècle actuel, les élites étaient essentiellement le clergé et les membres des professions libérales.

Aujourd'hui, à la suite de la sécularisation qu'a connue la société québécoise, le clergé ne fait plus partie de l'élite. Autant, autrefois, le clergé constituait la majeure partie de nos élites, autant maintenant il s'est développé une multiplicité d'élites. Nous pouvons distinguer les élites professionnelles : nouvelles professions scientifiques et techniques ; les élites bureaucratiques : technocrates hautement scolarisés, imbus de rationalité et de planification au service de l'État ; les élites participantes : les dirigeants des mouvements sociaux tels les Conseils régionaux de Développement, les animateurs, les dirigeants syndicaux. Il ne faudrait pas oublier l'élite économique dirigeante composée par les administrateurs et propriétaires des grandes entreprises capitalistes, des trusts, des cartels, des banques, etc. ...

### **Quelques caractéristiques de cette évolution**

[Retour au plan](#)

Nous avons examiné rapidement l'évolution du Québec dans quelques domaines : population – économie – structures sociales. Encore plus, nous avons réduit l'analyse à quelques éléments importants des structures sociales. Nous croyons, cependant, que cette analyse peut nous fournir une image suffisamment claire des changements structurels survenus au cours de l'évolution du Québec. Maintenant, nous pourrions aborder quelques instants, non pas l'évolution des structures, mais l'évolution de la pensée sociale et de la culture.

### **Évolution de la pensée sociale**

La pensée sociale des élites les plus dynamiques de 1900 à 1945 a été fortement « ruraliste » sinon « agriculturiste ». Pour ces individus, la culture québécoise était fondée sur la foi catholique et la langue française et cette culture devait se réaliser

par l'agriculture dans un cadre rural. Aujourd'hui, inutile de dire que cette « idéologie ruraliste » a disparu.

Notre pensée sociale a aussi, pendant longtemps, été marquée par l'influence de l'Église et du clergé. Les prêtres proposaient aux Québécois un idéal religieux et moral. Ils influençaient beaucoup la vie politique, de sorte qu'on a parlé d'une « idéologie unitaire du Canada français catholique ». Cette idéologie faisait une unité de deux éléments aujourd'hui séparés : la politique et la religion.

Autrefois, seulement quelques individus étaient instruits. Aujourd'hui, avec la démocratisation de l'enseignement, les Québécois se scolarisent et, comme conséquence, veulent davantage avoir leur mot à dire dans l'organisation sociale et politique de notre société. Tout comme la société s'est différenciée en plusieurs groupes aux intérêts souvent divergents, la pensée sociale s'est aussi différenciée. De sorte qu'aujourd'hui, il y a plusieurs modes de penser et de se comporter qui sont acceptés. C'est ce qu'on appelle l'apparition du pluralisme culturel. Ce pluralisme se reflète aussi sur le plan politique où plusieurs partis, aux programmes souvent opposés, se disputent la faveur des électeurs.

### **Évolution de la culture**

Dans le Québec d'hier, la vie culturelle est surtout du ressort de la *tradition*. La tradition et les coutumes qui en découlaient étaient respectées par l'ensemble de la collectivité de sorte que les façons de penser et de se comporter étaient les mêmes pour la plupart des individus. Les changements sociaux étaient donc rares.

Aujourd'hui, la tradition ne règle plus la vie quotidienne des individus et la vie culturelle et politique de la collectivité. Nous assistons à une montée de la rationalité et de la créativité individuelle. Cela entraîne l'existence de plusieurs possibilités de penser et d'agir devant lesquelles l'individu doit faire un choix.

## **4. – Évolution de l'agriculture québécoise**

[Retour au plan](#)

Pour bien comprendre la situation actuelle de l'agriculture québécoise, il faut voir son développement historique. Généralement, on caractérise cette évolution comme le passage d'une agriculture d'autosuffisance à une agriculture commerciale et industrielle. Nous vous décrirons cette évolution de l'agriculture en montrant comment

certaines événements historiques lui ont finalement donné le caractère qu'on lui reconnaît aujourd'hui.

## **L'agriculture avant 1900**

La conquête de la colonie canadienne-française par l'Angleterre en 1760 fit de notre collectivité une nation agricole. Influencés par le clergé, les Canadiens français se replièrent sur le sol pour survivre et du même coup, conserver leur langue, leur religion, leur culture. Avec des techniques rudimentaires, ils défrichèrent le sol québécois.

L'agriculture de cette époque était une agriculture d'auto-suffisance, c'est-à-dire qu'on ne produisait que ce qui était nécessaire pour la consommation familiale. Tout le monde travaillait sur la ferme. C'était le système de la polyculture ; aucune spécialisation : on produisait un peu de tout. L'idéal était alors de réussir à se suffire soi-même sur la ferme. On vendait un peu de blé pour se procurer les produits que la ferme ne pouvait donner : huile à lampe, mélasse, thé, café, etc... L'économie agricole n'était pas basée sur l'argent. On en avait besoin de très peu. L'échange était davantage pratiquée.

Tous les historiens parlent de cette période comme d'une époque très pénible pour les Canadiens français. Cette agriculture rudimentaire commença à appauvrir le sol : on ne faisait pas la rotation des cultures, le labour n'était pas assez profond et fréquent, les rendements étaient peu élevés, la mécanisation pratiquement inexistante.

Vers 1850, les autorités religieuses et politiques commencent à prendre conscience de l'état misérable de l'agriculture québécoise. Cela n'est pas surprenant car les agriculteurs n'ont aucune connaissance agricole et il n'y a pas d'organisation susceptible de leur en donner. On voit apparaître la première école d'agriculture (1861) à Ste-Anne-de-la-Pocatière et les premiers éducateurs agricoles, (Barnard, Perrault, Evans), précurseurs de l'agronomie.

Pendant que se poursuit la colonisation dans les régions plus éloignées des rives du St-Laurent, l'agriculture québécoise connaît sa première modification importante : délaissement de la culture du blé au profit de l'industrie laitière ainsi que l'élevage du veau et du porc comme sous-produit. D'où vient ce premier regain de vie de notre agriculture ? Il y a plusieurs causes.

D'abord, la guerre civile américaine (1860-70) crée une demande de produits agricoles sur le marché américain. Cette demande stimule le cultivateur qui fait alors de la terre neuve et commence à introduire la mécanisation. Par ailleurs, l'Ouest cana-

dien commence la culture intensive du blé à des coûts beaucoup plus rentables qu'au Québec. Finalement, l'Angleterre a besoin de beurre et de fromage. En se spécialisant dans l'industrie laitière, le Québec peut répondre à cette demande.

## **L'agriculture vers 1900**

[Retour au plan](#)

À la fin du siècle dernier, l'agriculture s'oriente donc vers la production laitière. L'apparition des premières beurreries et fromageries renforcent cette orientation. Celles-ci connaîtront des succès étonnants. Déjà, en 1882, on compte quelques 278 fabriques de fromages, 47 fabriques de beurre et 25 fabriques combinées. Vers 1910, on en comptait pas moins de 2,000.

L'agriculture d'auto-suffisance prédomine encore à cette époque mais l'agriculture commerciale (vente des produits agricoles) se développe. Elle a toutefois une fonction secondaire. On peut caractériser cette période comme celle de l'agriculture de subsistance mixte.

C'est aussi à cette période qu'on commence à se soucier de la productivité. En 1882, on fonde la Société d'Industrie laitière et en 1893, les cercles agricoles. Ces organisations ont pour but d'accroître la qualité de la production et de développer de meilleurs techniques agricoles. Le gouvernement engage ses premiers agronomes en 1913.

Par ailleurs, le Québec entre dans l'ère de l'urbanisation et de l'industrialisation. La demande de produits agricoles devient plus forte car il faut nourrir ces nouveaux urbains. Lorsque la majorité des Québécois vivaient sur des fermes, comme après la conquête, l'agriculture d'auto-suffisance était possible, mais pas dans un pays qui devient urbain. Forcément, l'agriculture se commercialise, les urbains étant prêts à payer pour des produits agricoles. Ainsi, l'économie n'est plus basée sur l'échange ou le troc mais sur l'argent.

## **Les années 1920 et la première guerre mondiale**

[Retour au plan](#)

À l'agriculture vient s'ajouter une demande forte pour le bois (construction et exportation). Les cultivateurs en profitent pour exploiter cette ressource d'autant plus que leurs terres agricoles sont encore boisées. Ils en tirent un revenu d'appoint considérable surtout que ce revenu s'exprimait en argent liquide qui leur servait pour acheter des biens de consommation produits par l'industrie. Les agriculteurs

commencent à participer à ce qu'on appelle la « société de consommation » caractéristique principale des sociétés contemporaines.

Par ailleurs, la première guerre mondiale (1914-18) augmente considérablement la demande de produits agricoles de la part de l'Europe en guerre. Les prix offerts sont aussi très élevés pour l'époque. Ainsi, de 1915 à 1920, la valeur de la production agricole passe de \$93,9 millions à \$266,1 millions.

Les nombreuses petites fabriques de beurre et fromage produisaient, cependant, des produits de mauvaise qualité de plus en plus difficile à vendre sur le marché. Les équipements étaient trop rudimentaires. Leurs chiffres d'affaires étaient trop petits pour se moderniser. C'est alors que s'amorça un mouvement de régionalisation des beurreries et fromageries.

C'est à cette époque que l'agriculture québécoise développe des cultures spécialisées : pomme de terre, tabac, culture maraîchère ; et aussi des élevages spécialisés : aviculture, apiculture, porc, etc. ...

On peut décomposer l'activité agricole en grands secteurs : 1) approvisionnement (moulées, engrais, semences, etc. ...) 2) production agricole elle-même 3) transformation et mise en marché pour la consommation. Or, dans la période de l'agriculture d'auto-suffisance, toutes ces fonctions étaient remplies sur la ferme familiale elle-même. Avec l'agriculture commerciale, telle qu'elle commence à se développer au Québec durant les années 1900-1920, les fonctions d'approvisionnement d'une part, de transformation et de mise en marché d'autre part, ne sont plus remplies à la ferme. On achète les produits nécessaires à la production et l'on vend le produit agricole, principalement par le biais des coopératives qui, durant ce temps, se sont implantées dans le milieu agricole. C'est ainsi qu'apparaît l'agriculture commerciale.

## **La crise économique des années 1930**

[Retour au plan](#)

En 1929, débute une crise économique générale. Sur le plan agricole, elle provoque une baisse considérable des prix. Comme les habitudes de consommation étaient relativement peu développées et comme le principe de l'agriculture de subsistance restait la pierre d'assise de l'agriculture, la baisse de revenu monétaire provoquée par la crise eut comme conséquence un retour intégral aux conditions du milieu agricole des débuts du siècle, retour d'ailleurs facilité par la crise elle-même. Le chômage sévit dans les villes ; on songe au « retour à la terre ». Animés par une élite religieuse et politique dont la pensée était essentiellement « agriculturiste » (i.e. le destin des Québécois est dans l'agriculture non dans l'industrie et la vie urbaine),

plusieurs urbains iront tenter leur chance dans la colonisation dans des régions plus éloignées et à potentiel agricole plus faible (l'intérieur de la Gaspésie, l'Abitibi, Témiscamingue).

Même si cette période se caractérise par un retour à l'agriculture d'auto-suffisance, il y a des éléments positifs. En effets, les agronomes intensifient leur action d'éducation agricole, principalement par la mise en place d'un réseau d'écoles d'agriculture. Par ailleurs, le gouvernement développe ses services en engageant des spécialistes dans les différents domaines de l'agriculture.

## La 2e guerre mondiale

[Retour au plan](#)

L'agriculture de subsistance disparaît avec la seconde guerre mondiale. La guerre provoque une demande très forte de produits agricoles, en Europe. Le marché est illimité. L'agriculteur québécois connaît alors une période de prospérité sans précédent. De ces revenus additionnels, une partie seulement est réinvestie sur la ferme et ces investissements sont assez peu novateurs : investissements dans des techniques traditionnelles plutôt que nouvelles pour accroître non seulement la production mais la productivité. On commence aussi à acheter de plus en plus, pour la consommation familiale, des produits venant de l'extérieur de la ferme (biens manufacturés).

## De l'après-guerre à nos jours

La guerre avait provoqué une prospérité artificielle qui durera quelque 7 ou 8 années. Le jeu de l'offre et de la demande reprit son cours normal ; conséquence : baisse des prix et des profits. Seuls les agriculteurs qui, durant la guerre, avaient fait des investissements propres à augmenter leur productivité, pouvaient, dans la situation nouvelle d'après-guerre, faire des profits suffisants pour assurer à leur famille le niveau de vie auquel elle était habituée. L'agriculture était dans un état de crise alors que la situation économique générale était dans une situation de prospérité (les autres secteurs de l'économie bénéficient de la guerre : augmentation de la production qui se continue aussi après le conflit.

Finalement, cette situation provoquera une modification complète de l'agriculture. On commence à penser en terme de productivité par homme, de productivité par acre. Beaucoup de cultivateurs quittent l'agriculture pour le travail en ville dans les usines. Ceux qui restent sont ceux qui sont capables d'affronter la concurrence du marché agricole nord-américain. Pour ce faire, ils adoptent progressivement une nouvelle attitude face à l'agriculture : l'agriculture est une entreprise commerciale et

industrielle nécessitant une capitalisation élevée, un agrandissement des fermes, une bonne gestion à partir de principes rationnels.

Comme l'agriculture des autres pays industrialisés du monde, l'agriculture québécoise connaît actuellement une période d'évolution dynamique qui se manifeste par la consolidation des fermes, l'augmentation rapide du capital investi et l'accroissement de la productivité.

## **5. – L'évolution du milieu rural : passage d'une communauté homogène à une société pluraliste.**

[Retour au plan](#)

Parler de l'évolution du milieu rural québécois, c'est en quelque sorte refaire l'histoire de l'évolution du Québec, car vers la fin du siècle dernier, le Québec était une société rurale ; en effet, en 1850, 80 % de la population était rurale et environ 60 % en 1900.

Peu avant le XXe siècle, la ferme québécoise était une ferme de subsistance produisant surtout pour l'auto-consommation des membres de la famille. Idéalement, chaque famille devait se suffire à elle-même. Avec des techniques rudimentaires, on produisait seulement les produits nécessaires à la famille. La ferme devait répondre à tous les besoins : nourriture, chauffage, logement, vêtement, loisir, etc. ... La productivité par homme était très faible. Alors, tous les membres de la famille participaient à la production familiale. Repliée sur elle-même, la famille rurale avait peu de contact avec le monde extérieur et la société globale. La vie sociale se passait surtout dans les rangs où l'entraide était grande. L'univers social plus large, c'était le village où, souvent, on allait seulement pour les offices religieux. La paroisse était dirigée, à toutes fins pratiques, par le curé et quelques personnes instruites.

Le monde rural de cette époque n'était pas entièrement clos. En effet, comme les familles étaient nombreuses et qu'on léguait la ferme à un seul héritier, des individus devenaient superflus. Ils allaient travailler dans les centres urbains canadiens ou américains, parfois, ils revenaient s'acheter une terre. Mais en revenant, ils rapportaient certaines habitudes et certaines valeurs urbaines du monde extérieur. Ce contact avec l'extérieur amenait de nouvelles habitudes dans le monde rural. Par ailleurs, la ferme ne pouvait pas produire tous les biens jugés nécessaires à la consommation. Pour acheter ces biens, il fallait un peu d'argent. Or la ferme de sub-

sistance pouvait se passer d'une économie monétaire. Donc, il fallait vendre quelques produits pour se payer ces biens.

L'introduction de l'industrie laitière créa une modification profonde dans le milieu rural. En vendant ainsi une bonne part des produits de la ferme, le niveau de vie du milieu rural s'éleva considérablement. Mais à cette époque, l'agriculture commerciale (vente de produits) est vue comme un complément à l'agriculture de subsistance. Cet argent créa des habitudes de consommation ; mais, cette consommation n'était pas forte car il y avait seulement le marchand général du village et quelques marchands itinérants. La crise des années 1930 eut comme résultat un retour aux conditions de vie du début du siècle (restriction des besoins de consommation). La crise fut si grande que le sort du cultivateur était bon, sinon meilleur que celui de l'ouvrier urbain. C'est ainsi qu'on assista même à un retour à la terre.

La paroisse demeurait la communauté de base de la vie sociale. Cette communauté était très homogène : presque toutes les familles faisaient la même chose : agriculture. Il n'y avait donc pas de division du travail. La plupart des familles étaient égales tant au niveau des revenus que du prestige social. Dans cette situation, le village était relativement petit, habité par quelques artisans et marchands et par les rentiers. La signification de la paroisse était l'agriculture. Non seulement, cette communauté était homogène mais elle était fermée sur elle-même. Autant la famille devait s'auto-suffire, autant chaque paroisse devait se suffire à elle-même ; donc, peu de contact avec le milieu urbain et peu de différences entre les paroisses du milieu rural.

La deuxième guerre mondiale a provoqué une révolution profonde dans le milieu rural. La demande des produits agricoles est forte et les prix sont élevés. Cela amène un surplus d'argent dans le milieu rural et ces revenus servent surtout à acheter des biens de consommation (par exemple, la radio et l'automobile). De plus, ces biens suscitaient par leur utilisation d'autres besoins de consommation. Ainsi le milieu rural devient perméable aux communications de masse : il se produit un rapprochement entre milieu rural et milieu urbain. Rapidement, la mentalité urbaine gagne tout le milieu rural.

L'après-guerre crée une récession des revenus dans le milieu agricole. Habitué à la consommation, les agriculteurs ne veulent plus la restreindre mais tentent d'augmenter leurs revenus. Les plus progressifs d'entre eux réussissent mais une bonne partie quittent l'agriculture pour le travail salarié en ville. Une autre solution, le travail à l'extérieur à temps partiel ; c'est une situation instable qui aboutissait généralement à l'abandon complet de l'agriculture.

Cette situation nouvelle modifie le milieu rural. Ainsi, en 1965, *le milieu rural est habité à 70 % par des familles non agricoles*. Le village devient le lieu d'habitation de la majorité de la population rurale. La division du travail est introduite ; on trouve dans le village des artisans, des journaliers, des bûcherons, des mineurs, des rentiers et même des chômeurs. Ces gens vivent selon le mode de vie urbain et s'opposent en cela à ceux des rangs.

Le milieu rural devient ainsi une *société pluraliste* : plusieurs groupes à intérêts divergents se retrouvent dans la paroisse. Chaque groupe de travailleurs a des points de vue différents sur les problèmes de la communauté. Celle-ci n'est plus homogène comme dans le passé. Auparavant, presque toute la population pratiquait l'agriculture ; c'était la source profonde de l'homogénéité du monde rural. Maintenant, le Québec est devenu urbain. En 1971, seulement 20 % de la population résident dans le milieu rural et 5.1 % vivent sur des fermes. Ainsi la population du milieu rural lui-même se différencie, ce qui provoque une société pluraliste même dans ce milieu.

## **6 – L'agriculture en évolution : apparition du syndicalisme de la coopération et de l'intégration.**

[Retour au plan](#)

Au cours du développement de l'agriculture québécoise, sont apparues des organisations qui se sont proposé d'aider d'une manière ou d'une autre le milieu agricole. Il y a d'abord le syndicalisme agricole qui veut représenter la classe agricole et défendre ses intérêts. Parallèlement au syndicalisme, le mouvement coopératif pénètre dans le domaine de l'agriculture en proposant aux agriculteurs de contrôler eux-mêmes leur production dans le contexte d'une agriculture en évolution constante. Enfin, l'intégration qui, unissant les différents agents de l'industrie agricole, veut la rentabiliser. Pour chaque organisation, nous verrons son origine, les problèmes qu'elle pose et aussi les promesses ou les espoirs qu'elle permet d'entretenir quant à l'agriculture québécoise dans le contexte actuel.

### **Le syndicalisme agricole**

Vers la fin du siècle dernier, les agriculteurs ont senti le besoin de s'unir pour défendre leurs intérêts. Ainsi, en 1892, sous l'instigation de la Société d'Industrie laitière, le Syndicat des cultivateurs de la province de Québec est fondé. En 1897,

faute de moyens financiers et de subventions, refusées par le gouvernement, ce syndicat disparaît. En 1918, les cultivateurs de la région de Ste-Hyacinthe fondent l'Union des Cultivateurs. La même année, les cultivateurs des régions de Terrebonne et Deux-Montagnes fondent l'Union des Cultivateurs de la province de Québec. En même temps, les Fermiers-Unis s'implantent au Québec. En 1919, l'Union des Cultivateurs et l'Union des Agriculteurs s'unissent dans un seul syndicat : l'Union des Cultivateurs de la province de Québec.

En 1924, répondant aux aspirations de plusieurs cultivateurs, les agronomes Firmin Létourneau et J. N. Ponton, organisent un congrès en vue de regrouper les agriculteurs du Québec dans une seule association professionnelle. De ce congrès naît l'Union Catholique des Cultivateurs (U.C.C.) qui vient de changer de nom en 1972 : Union des Producteurs Agricoles (U.P.A.).

Le syndicalisme agricole apparaît comme un des principaux outils d'action collective des cultivateurs. « Le syndicalisme agricole permet aux cultivateurs de se réunir comme groupe pour définir leur pensée commune sur l'organisation de l'agriculture, pour faire valoir cette pensée et leurs besoins auprès des pouvoirs publics et pour discuter de leur point de vue avec les autres agents économiques intéressés à l'agriculture. Les cultivateurs ont aussi besoin de se réunir comme groupe pour se donner un ensemble de services communs qui leur permettent entre autres d'accroître leur compétence, de mieux organiser leur ferme, d'orienter leur production et de participer au processus de transformation et de mise en marché de leurs produits. »<sup>1</sup>

Pour atteindre ces objectifs, le syndicalisme agricole s'est donné plusieurs tâches :

1. Regrouper tous les exploitants agricoles.
2. Créer et maintenir l'unité de la classe agricole.
3. Représenter les agriculteurs auprès des autres groupes de la société en faisant valoir leurs besoins et aspirations.
4. Éducation syndicale et sociale de ses membres.
5. Mettre sur pieds les services dont les agriculteurs ont besoin.

Le syndicalisme agricole moderne s'est orienté dans deux voies inter-reliées : 1) le syndicalisme à vocation générale : réunion de tous les exploitants agricoles pour assurer leur représentation d'ensemble, maintenir leur unité et répondre aux besoins collectifs ; 2) le syndicalisme spécialisé : réunion des cultivateurs à titre de producteur d'un produit en particulier afin de mener une action spécifique relativement à

---

<sup>1</sup> Mémoire de l'U.C.C. à la Commission Royale d'Enquête sur l'agriculture.

chaque spécialité agricole tant au niveau de la production qu'au niveau de la transformation et de la mise en marché.

Le principal rôle du syndicalisme agricole est un rôle de revendication et de représentation de ses membres. Depuis ses origines, le syndicalisme agricole s'est donné un rôle d'éducation de ses membres. Cependant, le sociologue Gérard Fortin faisait remarquer que ce rôle d'éducation tendait à conserver les valeurs traditionnelles plutôt que de former une opinion publique qui aurait pu définir d'une manière moderne l'agriculture et ses problèmes et ainsi, on retrouvait jusqu'à récemment, dans le syndicalisme agricole, cette idéologie ruraliste qui tentait de sauver à tout prix l'agriculture de subsistance et à conserver du milieu rural une image du passé.

Le syndicalisme agricole actuel s'oriente, cependant, dans une autre voie plus en concordance avec les réalités sociales et économiques présentes : faire de l'exploitant agricole un véritable producteur agricole dont les décisions se fondent non pas sur la tradition, mais sur des décisions rationnelles à partir des données les plus nouvelles de la science agricole et de la technologie.

## **La coopération**

[Retour au plan](#)

La coopération a connu des succès remarquables au Québec en s'implantant dans plusieurs secteurs de l'activité économique. Soulignons, entre autres, le développement du Mouvement coopératif Desjardins : institutions d'épargne et de crédit. Dans le domaine agricole, la coopération s'est aussi développée avec vigueur. Ainsi, dans le secteur de la production laitière, les coopératives transforment et commercialisent environ 75 % de la production québécoise.

La coopération agricole est apparue vers les années 1870 avec la fondation de plusieurs fromageries et beurreries coopératives sur le plan local. Le mouvement coopératif agricole n'a cessé depuis de se consolider. Soulignons le rôle des agronomes qui ont été les plus ardents promoteurs du système coopératif dans l'agriculture québécoise.

Les coopératives agricoles sont de véritables entreprises économiques appartenant aux cultivateurs. Elles leur procurent des biens et des services d'utilité professionnelle aux meilleurs conditions possibles. De plus, elle leur permet de dépasser le niveau de la production pour agir au niveau de la transformation et de la mise en marché des produits. Dans une agriculture de type commercial, elle permet au cultivateur de reprendre un certain contrôle sur l'activité économique secondaire (transformation, mise en marché). Ainsi, un lien est créé entre le producteur et les

organismes de mise en marché et le cultivateur peut alors avoir son mot à dire sur la commercialisation de son produit.

Avec les coopératives agricoles, nous retrouvons un organisme qui peut servir d'agent de changement et de formation ainsi que de canal de participation. Malheureusement, le mouvement coopératif a souvent été perçu comme le gardien de l'agriculture traditionnelle au lieu d'un instrument propre à favoriser les transformations majeures en agriculture. De plus, la coopération, de par sa définition même, est socialisante et anticapitaliste. Mais, les dirigeants et les coopérateurs eux-mêmes n'ont vu, dans les coopératives, qu'une entreprise économique comme les autres.

Cependant, les coopératives agricoles sont conscientes de ces problèmes et s'engagent, de plus en plus, dans la voie d'une agriculture moderne et orientent leur action d'éducation en ce sens. Pour survivre à côté de l'entreprise privée, elles se doivent de développer des modèles de gestion les plus efficaces. La coopération agricole pourra ainsi rester un instrument d'action collective des producteurs agricoles.

## L'intégration

[Retour au plan](#)

Pour répondre aux besoins d'une agriculture moderne, le phénomène de « l'intégration », amorcée par l'entreprise privée, s'est développé dans le domaine de l'agriculture québécoise. Essentiellement, il s'agit de l'union de trois grands secteurs de l'industrie agricole :

- 1) Primaire : production agricole sur la ferme ;
- 2) Secondaire : transformation de ces produits à l'usine ;
- 3) Tertiaire : mise en marché par les grossistes et les détaillants.

L'intégration se produit par un contrat entre le producteur et l'agent intégrateur, mais dans lequel l'intégrateur détermine les quantités et la qualité du produit agricole. Il fixe même les méthodes de production. C'est, d'ailleurs, dans son intérêt que les produits coûtent le moins cher possible. Le contrat est généralement strict et un cultivateur qui ne le respecte pas est rejeté du système. Une équipe de spécialistes aident les cultivateurs à produire de la manière la plus rentable. Ce système de l'intégration a effectivement été l'un des éléments les plus dynamiques pour accroître la production et provoquer des changements positifs au niveau des méthodes de culture.

Cependant, l'intégration n'est pas sans causer plusieurs problèmes. Elle fait du cultivateur un simple exécutant, comme le travailleur d'usine, son contrat ressemble étrangement à la production à la pièce fabriquée en usine. Par ailleurs, l'équipe de

spécialistes, mis à la disposition des producteurs agricoles, jouent davantage le rôle de contrôleurs de la production à la solde de l'intégrateur que celui de formateur des producteurs. De plus, les cultivateurs sont invités à participer à un contrat d'intégration, le sont, non en raison de leurs aptitudes, mais en raison du capital investi. Autre problème, l'intégrateur ne se préoccupe pas des individus qu'il a éliminés du système, producteurs faisant face à la faillite.

L'analyse du sociologue Gérald Fortin semble très pertinente :

« L'intégration verticale apparaît donc ainsi un des facteurs principaux, sinon le facteur principal d'évolution de l'agriculture nord-américaine contemporaine. C'est elle, en effet, qui permet le plus efficacement et le plus rapidement de changer les méthodes culturales et pour autant d'augmenter la productivité globale de l'agriculture. Mais autant elle a été bénéfique à l'agriculture, autant elle apparaît comme une solution dangereuse pour le cultivateur lui-même et pour la classe agricole en général. Elle ne forme pas des cultivateurs véritables, mais plutôt un prolétariat agricole qui perd de plus en plus le contrôle de son propre destin <sup>1</sup> .

L'intégration tend donc à diminuer le contrôle du producteur sur l'industrie alimentaire au profit de l'agent de mise en marché. Cependant, le mouvement coopératif veut redonner aux agriculteurs une partie importante de ce contrôle en le faisant participer de façon éclairée et active à l'ensemble de l'industrie alimentaire. Ainsi, l'intégration, dans le secteur coopératif prend une toute autre signification que dans le cas de l'entreprise non coopérative.

---

<sup>1</sup> FORTIN, Gérald, *Le défi d'un monde rural nouveau*, publication no. 4, Conseil de la recherche en économie agricole du Canada, p. 29

## **Chapitre II**

### **La société québécoise actuelle**

[Retour au plan](#)

Dans le chapitre précédent, nous avons étudié l'évolution de la société québécoise en montrant l'évolution de la population, de l'économie, des structures sociales. Dans un second temps, nous avons étudié l'évolution de l'agriculture et du monde rural, parties intégrantes de cette société. Maintenant nous pouvons présenter un portrait de la société québécoise actuelle.

Ce chapitre sera relativement court par rapport au premier. En effet en montrant l'évolution de la société québécoise et du monde rural au premier chapitre, nous avons, plus ou moins explicitement, présenté les caractéristiques actuelles. Il s'agit ici de faire une synthèse de ces caractéristiques pour compléter l'image de la société québécoise qui se dessinait déjà lorsque nous avons décrit son évolution. Nous aborderons successivement trois niveaux d'analyse : la société globale, le monde rural et l'agriculture québécoise.

#### **1. – La société globale québécoise actuelle**

Il s'agit ici, pour faire suite à l'analyse de l'évolution de la société globale québécoise, de présenter un portrait-synthèse des principales caractéristiques de notre société. Nous aborderons la population, l'économie, les structures sociales et la culture. Enfin, nous montrerons que la société québécoise actuelle prend les principaux caractères d'une société moderne.

## Population

La population actuelle du Québec compte au-delà de six millions de personnes. Cette population est urbaine à plus de 80 %. Près de la moitié de cette population est concentrée dans la région métropolitaine de Montréal. Le taux de natalité a diminué sensiblement. Les familles actuelles sont peu nombreuses. Sur le plan du travail, près de 60 % de la population active occupent le secteur tertiaire des services. En 1965, le secteur primaire ne comptait plus que 9 % de la population. On imagine facilement que ce pourcentage a baissé depuis ce temps. Ainsi, la main-d'œuvre agricole est passée de 170,000 en 1956 à 88,000 personnes en 1973.

## Économie

[Retour au plan](#)

L'économie québécoise n'est plus agricole. Elle est industrielle. Nous assistons à des développements et à des investissements considérables dans l'industrie. Elle peut compter sur des ressources naturelles très grandes (mines, forêts, énergie hydro-électrique). Pour plusieurs, la mise en valeur de ces ressources hydro-électriques garantira au Québec une économie prospère. Ainsi, investira-t-on six milliards de dollars dans le projet de la Baie James. Toutefois, l'économie québécoise connaît actuellement des moments difficiles avec la hausse constante des coûts de production et l'inflation.

Une des caractéristiques principales de notre économie est sa concentration dans la région de Montréal. Diverses mesures gouvernementales tentent une décentralisation, dont le succès est aléatoire : ce qui fait la prospérité d'une économie, ce n'est pas tant les industries de transformation en produits finis. Or, beaucoup de nos matières premières sont transformées ailleurs, principalement aux États-Unis. Ainsi, l'économie québécoise est très indépendante des politiques économiques des autres pays, en particulier les États-Unis.

Sur le plan agricole, la production de ce secteur est de moins en moins importante par rapport à la valeur de la production des autres secteurs. Elle prend de plus en plus le caractère de la production industrielle : capitalisation élevée, grande ferme, mécanisation. Aussi, la valeur de la production est passée de 500 millions à un milliard de dollars de 1965 à 1973. Pendant ce temps, les fermes diminuent, celles qui restent s'agrandissent pour devenir plus rentables.

### Évolution du nombre de fermes au Québec

1931	135,957
1941	154,669
1951	134,336
1961	95,777
1971	61,257

On prévoit une stabilisation à 40 000 fermes qui seront alors de véritables entreprises économiques viables.

### Les structures sociales

[Retour au plan](#)

Nous avons vu que deux institutions importantes du Québec des années passées ont perdu beaucoup d'importance. Il s'agit de la famille et de la paroisse. Autrefois, la famille assurait une socialisation complète de l'individu. Aujourd'hui, la famille québécoise a perdu plusieurs de ses fonctions. Ce n'est plus une unité de production. Les fonctions d'instruction et de loisirs, en particulier, sont remplies par des organismes spécialisés en dehors de la famille. Celle-ci constitue davantage une unité de consommation en plus d'assurer une fonction affective dans le développement de ses membres. Par ailleurs, la paroisse qui était à la fois une institution religieuse et civile ne forme plus une communauté homogène. En ville, la notion de paroisse n'existe pratiquement plus. Dans le milieu rural, on assiste, sur le plan administratif, à un regroupement des paroisses traditionnelles.

Le Québec s'est donné cependant plusieurs structures sociales nouvelles. Ces structures sont dans une bonne part mises en place par le gouvernement. Dans notre société contemporaine, le rôle de l'État est de plus en plus grand. L'intervention planificatrice devient elle-même nécessaire.

Les résultats de cette action gouvernementale sont multiples. Signalons la réorganisation de notre système d'éducation. L'instruction est maintenant la responsabilité de l'État et non plus des communautés religieuses ou des municipalités. Naturellement, les individus d'une municipalité ou d'une région peuvent et sont même sollicités à participer à l'éducation par leur présence sur les conseils d'administration des commissions scolaires. À partir d'un objectif de rendre l'instruction accessible à tous, le gouvernement a développé un réseau d'écoles secondaires régionales et de

cégeps. Des investissements considérables auront permis une restructuration complète du système scolaire québécois.

L'action de l'État atteint aussi plusieurs autres secteurs comme ceux des services sociaux et de santé. Il n'y a pas si longtemps, il n'y avait pratiquement pas de législations sociales. Maintenant, nous pourrions en dresser une longue liste : assurance-maladie et assurance-hospitalisation, pensions de vieillesse, assurance-chômage, assistance sociale, etc. ... on parle même aujourd'hui de revenus minimums garantis. Pour stimuler le développement économique, le gouvernement investit des sommes considérables dans l'infrastructure, pensons seulement à la modernisation de notre réseau routier.

Si l'État intervient maintenant largement dans l'organisation de la vie collective, cette intervention va de pair avec un intérêt grandissant de la part des individus qui ne sont pas toujours d'accord avec les politiques de l'État et s'organisant pour faire valoir leur point de vue. Caractéristique d'une société moderne : les Québécois ont développé une constellation d'organisations les plus diverses qui tente de répondre à des besoins précis ou d'orienter la société dans une direction particulière. Pensons aux associations de travailleurs, aux syndicats, unions de producteurs, associations de loisirs, etc. ... La société s'étant diversifiée en petits groupes aux intérêts différents, chaque groupe, par le biais du regroupement de ses membres dans une association, veut faire reconnaître son identité et influencer les décisions collectives. Cette diversification de la société en plusieurs groupes donne naissance à plusieurs élites différentes : politiques, professionnelles, administratives, techniciennes, etc. ... L'urbanisation crée, à son tour, des masses considérables de travailleurs salariés qui contribuent au gonflement de la classe sociale moyenne.

## **Une culture en mutation**

[Retour au plan](#)

Autrefois, la vie culturelle québécoise reposait sur la tradition et la répétition fidèle des coutumes. Encouragée par le clergé et l'Église qui dominant la vie culturelle, sociale et même politique, notre culture s'exprimait de la même façon par l'ensemble de la collectivité. Depuis la deuxième guerre mondiale l'avènement de la télévision et ce qu'on appelle la Révolution tranquille des années 1960, notre culture connaît des mutations. Il n'y a plus, maintenant, une seule façon de penser et d'agir mais bien plusieurs modèles ; c'est ce qu'on appelle le pluralisme culturel.

De ce fait, le contrôle social est moins développé. Un individu peut adopter une façon de vivre très différente de son voisin et personne ne lui en fera le reproche. Prenons, par exemple, la religion ; autrefois, l'assistance à la messe était pratique-

ment obligatoire ; un individu qui n'y allait pas était aussitôt repéré et banni. Aujourd'hui, la pratique religieuse relève d'une décision plus personnelle.

Le Québec participe maintenant à ce que nous appelons la culture de masse. Cette culture est orientée vers la consommation (cinéma, volumes, disques, etc. ...). Cette vie culturelle diversifiée est possible grâce aux développements des moyens de consommation entre les individus, ce qu'on appelle les mass media : journaux, revue, radio et télévision. Ces moyens de communication nous mettent en contact avec le monde extérieur. De cette information que nous recevons quotidiennement, naissent de nouvelles modes, des besoins nouveaux et aussi des idées nouvelles.

### **Le Québec : une société moderne.**

La plupart des analystes de la société québécoise s'entendent pour dire que la société québécoise est devenue une société moderne. Nous pouvons juger la véracité de ces constatations en regardant les critères d'une société moderne, tels que décrits par le sociologue Gérard Fortin.

1. Rationalité : Les décisions individuelles ou collectives sont prises à partir d'une connaissance scientifique des faits. Le choix des moyens pour améliorer une situation se fait en fonction de critère d'efficacité plutôt qu'à partir de l'attachement pour la tradition.
2. Industrialisation : Conséquence de la rationalité ; organisation du travail et de la production dans les grandes entreprises visant le rendement.
3. Urbanisation : Concentration des individus qui constituent les forces de production de la société et des consommateurs de cette production.
4. Bureaucratisation : C'est l'organisation du travail par une division pressée des fonctions, organisée dans un système hiérarchique d'autorité. C'est une nouvelle forme de rapports humains qui se pose non pas sur le patronage mais sur la compétence. Les bureaucraties se sont développées surtout dans les grandes entreprises et dans l'organisation de l'État.

5. Instruction : Comme le travail est spécialisé et les décisions se veulent rationnelles, la condition essentielle d'efficacité pour le fonctionnement harmonieux de la société moderne est l'instruction de ses membres.

Même si on s'accorde à dire que la société moderne apporte plus de bien-être à l'individu, elle occasionne cependant des problèmes nouveaux. L'équilibre entre la consommation et la production est instable, si la production est planifiée en fonction des études prévisionnelles des besoins. D'un autre côté, les individus se sentent moins impliqués que dans les communautés locales homogènes d'autrefois. Pour combattre l'impersonnalité menaçante de la vie sociale, ils recréent des solidarités par la pratique d'un sport ou par la participation à une organisation culturelle, religieuse, sociale ou politique. Aussi, l'image de la société moderne décrite par Fortin n'est qu'un aspect de la société québécoise rationnelle et bureaucratique au Québec ; que l'on pense, par exemple, aux jeunes qui laissent l'école, qui essaient de vivre sans travailler ou qui retournent à la campagne. Ils veulent être heureux plutôt que de gagner beaucoup d'argent, et c'est justement cette image de la société moderne qu'ils refusent. Ils ne peuvent pas détruire la rationalité de la société moderne mais ils vont certainement contribuer à y ajouter d'autres valeurs humaines importantes (la liberté, la création personnelle, le dialogue, etc. ...).

## **2. – Le milieu rural québécois actuel.**

### [Retour au plan](#)

Nous avons vu antérieurement les grandes caractéristiques de l'évolution du milieu rural québécois. Nous voudrions présenter une image de ce qu'est le milieu rural québécois. Nous avons appris que l'agriculture ne constitue plus l'activité de la majorité des habitants du milieu rural. Nous avons vu aussi que le Québec est passé d'une société rurale traditionnelle à une société industrialisée. Qu'advient-il du milieu rural ?

Il est évident que les communautés rurales se sont diversifiées de façon interne en plus de s'ouvrir sur le monde extérieur. La paroisse rurale perd de plus en plus sa signification au profit de la petite ville régionale qui polarise les principales activités économiques. Même sur le plan organisationnel, on entend parler de regroupement de plusieurs petites municipalités rurales.

Le village n'est plus le centre de la vie quotidienne qui se déplace vers la ville avoisinante. On peut observer ce phénomène à plusieurs points de vue :

- 1) *Activités commerciales* : les magasins du village (vêtements, meubles, alimentation) ferment leurs portes. De plus en plus, on va magasiner dans la ville la plus proche.
- 2) *Activités financières* : les banques, compagnies de finance s'établissent dans les centres régionaux. Les habitudes de crédit des ruraux sont devenues les mêmes que les urbains.
- 3) *Services sociaux et de santé* : ils se concentrent au pôle régional pour offrir des services plus complets donc meilleurs.
- 4) *Activités de loisir* : la veillée traditionnelle dans la parenté est d'une autre époque. Les ruraux se divertissent de plus en plus, de la même manière que les citadins (hôtel, cinéma, etc. ... Pour ce faire, ils ne craignent pas de se déplacer sur une grande distance vers le centre régional où ils peuvent participer à ces loisirs commercialisés. Car l'automobile est devenue un bien indispensable pour le rural.

Nous pourrions élaborer davantage cet inventaire. Ce phénomène de concentration des activités au pôle régional que constitue la petite ville s'appelle la régionalisation. Elle se produit aussi dans le cas de l'éducation avec l'école secondaire régionale. Même les coopératives agricoles régionalisent leurs opérations avec des usines de transformation régionales. Aussi, le village rural ne s'auto-suffit plus et perd de plus en plus de l'importance. Quand on analyse les statistiques de population, on constate que la population des villages tend à diminuer au profit des petites villes régionales qui se constituent en « centres de service » polyvalents. La vie économique et sociale se structure, non plus au niveau de la ferme familiale ou du village, mais au niveau d'un pôle qu'est la petite ville régionale.

Devant un tel phénomène, *on peut remettre en question le concept d'un milieu rural* distinct du milieu urbain. Ainsi, selon Gérald Fortin, tout ce qui caractérisait le milieu rural est disparu ou en voie de disparition rapide : prédominance de l'agriculture, homogénéité professionnelle et des revenus, modes de vie et de penser particuliers, isolement.

Selon ce sociologue, plutôt que de distinguer entre milieu urbain et milieu rural, la sociologie doit parler d'une population urbanisée à divers degrés. De plus en plus, nous serions en présence d'une population québécoise à mentalité urbaine. Cependant, il faut distinguer dans la notion d'urbanisation deux phénomènes : 1) urbanisa-

tion au plan écologique (concentration des individus dans les villes) ; 2) urbanisation au plan de la mentalité : manière de penser et de vivre. Ainsi quand on dit que les Québécois sont devenus urbains, c'est vrai pour plusieurs sur le plan écologique mais cela serait vrai pour la plupart sur le plan de la mentalité, du moins d'après l'hypothèse de Gérard Fortin.

Par ailleurs, la population urbaine québécoise ne l'est que depuis quelques générations. En effet, en l'espace d'un siècle les proportions sont renversées (1870 : 20 % urbaine, 80 % rurale ; 1970 : 80 % urbaines, 20 % rurale). Or, les ruraux qui sont arrivés des villes ont gardé, d'après différentes études sur cette migration importante au Québec, plusieurs traits caractéristiques de la mentalité rurale. Ainsi, ces urbains de fraîche date qui constituent une bonne partie de notre population urbaine, contribuent à atténuer la distance entre ruraux et urbains sur le plan des mentalités.

### **3. La situation actuelle de l'agriculture québécoise.**

#### [Retour au plan](#)

Nous avons analysé, précédemment, l'évolution qu'a subi l'agriculture québécoise. Maintenant, nous pouvons voir ce qui résulte aujourd'hui de cette évolution.

D'abord quelques constatations sommaires :

- La population agricole diminue sensiblement ; elle compte maintenant pour environ 5 % de la population totale.
- Malgré cette diminution importante de travailleurs agricoles la production tend à augmenter.
- C'est donc dire que la productivité (c'est-à-dire le rendement des cultures et du travail effectué) augmente considérablement.
- L'agriculture est maintenant considérée comme une activité commerciale et industrielle : capitalisation élevée, agrandissement des fermes, mécanisation poussée et spécialisation.

Nous pourrions établir plusieurs autres constatations. Une des transformations majeures de l'agriculture québécoise est qu'elle ne constitue plus, maintenant, un mode de vie mais une entreprise économique comme les autres. De ce fait, notre agriculture s'inscrit dans le cadre d'une société industrielle moderne.

## De l'agriculture à l'industrie alimentaire.

[Retour au plan](#)

Les étapes majeures de la production agricole qui étaient toutes exécutées sur la ferme traditionnelle sont maintenant réparties entre un nombre croissant d'agents distincts. On voit apparaître une séparation très nette entre le producteur, le transformateur du produit agricole, l'agent de mise en marché et le fournisseur des biens de production (approvisionnements). La ferme constitue une maille d'une chaîne de production de plus en plus complexe.

L'agriculture est devenue une industrie à l'intérieur d'une industrie plus vaste : l'industrie de l'alimentation. Déjà, pour bon nombre de cultivateurs, l'agriculture, c'est comme « faire des affaires », ils se voient eux-mêmes comme des chefs d'entreprises.

## Développement de l'agro-économie.

La demande des produits agricoles n'est pas extensive comme celle des produits manufacturés. Les analyses économiques nous apprennent que c'est dans le secteur de la mise en marché que les investissements ont été les plus élevés au cours des dernières années. Pensons, par exemple, à la présentation des produits, à l'emballage et la mise en conserve. Ainsi, il se développe un secteur économique important *agro-industrie* qui est constitué par l'ensemble des opérations reliant le passage du produit agricole de la ferme à la table du consommateur.

## Augmentation des besoins de la production.

Dans les sociétés urbaines comme le Québec, la proportion de population non agricole est très grande. Alors, les agriculteurs doivent produire pour répondre à cette demande accrue de produits agricoles. Ainsi, nous pourrions revoir l'évolution de l'agriculture québécoise en montrant que les demandes du marché se sont toujours élargies.

Au début, la *production familiale* prédominait. L'agriculteur ne produisait que pour sa famille dans le cadre d'une agriculture d'autosuffisance. Par la suite, la *production locale et régionale* s'installe. Les agriculteurs commercialisent leur production en la vendant, par le biais des beurreries, fromageries et coopératives locales. Enfin, la *production nationale et internationale* s'instaure. Maintenant, les agriculteurs orientent leur production non seulement en fonction de demandes d'un pays mais de plusieurs pays. Les relations économiques entre les pays sont de plus en plus nombreuses. Ainsi, le Canada vend du blé à la Chine et au Japon. À l'inverse, nous importons des vins, du thé, du café mais aussi beaucoup d'autres denrées, produi-

tes ici, mais en quantité insuffisante : le Québec importe des fruits et légumes des États-Unis et de l'Ontario, les grains de provende de l'Ouest, etc. ... En gros, 30 % de la consommation humaine n'est satisfaite que par l'appoint des importations alimentaires. Le producteur agricole québécois participe donc à une division plus poussée du travail humain : pendant qu'il produit des denrées alimentaires, l'ouvrier fabrique une automobile et pendant qu'il produit du beurre, son voisin de l'Ontario produit des tomates. On peut se demander si cette spécialisation à l'échelle internationale doit être poussée le plus possible ou si l'agriculture québécoise devrait être davantage auto-suffisante. C'est là une question politique. De toute façon, il serait important que l'agriculture québécoise soit en mesure d'exporter autant qu'elle importe. Ce n'est pas le cas à l'heure actuelle.

### **L'intervention de l'État.**

[Retour au plan](#)

Devant l'accroissement des besoins de la production agricole et d'une économie à l'échelle mondiale, l'intervention du gouvernement dans la planification agricole est devenue une nécessité. Ainsi, le gouvernement a pu, en fonction de caractéristiques climatiques et physiques, opérer une spécialisation de l'agriculture par région (Ex. : élevage du bœuf de boucherie et blé dans l'Ouest ; industrie laitière dans l'Est). L'action du gouvernement se concrétise dans des plans de développements adaptés à chaque production lui assurant une productivité accrue. L'intervention de l'État se fait de plusieurs façons. Par exemple, les subventions incitatives pour certaines productions fortement en demande, création d'organismes para-gouvernementaux (ex. : Commission canadienne du lait, du blé, Régie des marchés agricoles). Bien menée, cette intervention de l'État est bénéfique ; les producteurs sont assurés de vendre leurs produits, chaque groupe offrant une partie indispensable de la production ; les consommateurs sont assurés d'obtenir plus facilement les diverses denrées qu'ils réclament. Conscients de leurs responsabilités, les agriculteurs eux-mêmes organisent rationnellement leur production selon les besoins (plans conjoints, organisation de fédération de producteurs, par exemple, pour les oeufs, le porc, le lait, etc. ...).

### **Un principe : la rationalité.**

[Retour au plan](#)

Depuis longtemps, l'industrie s'est développée selon un principe, la rationalité. Il en découle un accroissement rapide de la production industrielle et de la productivité. Maintenant, l'agriculture est considérée, au même plan que l'industrie, comme une entreprise économique qui nécessite un principe d'organisation, la rationalité.

La rationalité est un monde d'organisation de l'activité qui se base, non pas sur la tradition ou sur des caprices personnels, mais sur la connaissance de type scientifique des solutions appropriées à chaque problème. La rationalité est le trait caractéristique des sociétés modernes.

### **De nouveaux objectifs.**

L'application de la rationalité en agriculture nécessite de nouveaux objectifs. L'objectif primordial est la production des denrées agricoles non seulement pour une famille mais pour toute la population non agricole.

La rationalité exige en outre un accroissement de la productivité et, en même temps une diminution des coûts de production. Les investissements doivent être rentables. L'agriculture moderne s'oriente vers la recherche de l'efficacité optimale (la meilleure) – et une meilleure utilisation des ressources, par exemple, par un zonage des productions qui tiendrait compte des caractéristiques du sol et climat ainsi que plusieurs autres facteurs (caractéristiques sociales de la population, proximité des marchés, etc. ...).

### **Une nécessité : connaissances scientifiques et techniques.**

La rationalité implique que l'agriculture ne se fasse pas à partir de principes venant de la tradition. Elle suppose que l'agriculteur produise à partir des connaissances les plus nouvelles de la science (agronomie, biologie, zootechnie, etc. ...) et de la technologie. De plus en plus, on enseigne l'agriculture dans des écoles spécialisées. On ne choisit plus l'agriculture parce qu'on est incapable de pratiquer un autre métier. L'agriculture exige des connaissances de plus en plus approfondies tant au niveau de la culture ou de l'élevage qu'au niveau de la gestion de l'entreprise.

### **L'agriculture de demain : orientations possibles.**

À l'heure actuelle, la seule grande orientation prise au plan de l'organisation de l'agriculture est celle de l'instauration d'entreprises agricoles économiquement rentables. Comment ces entreprises seront-elles finalement constituées ? Il existe plusieurs possibilités comme il est possible que chaque forme d'entreprise agricole continue à se développer.

Nous avons connu la ferme familiale. Il est fort possible qu'elle continue à se développer. Par des ententes père-fils, elle peut devenir une entreprise qui fera vivre la propriétaire actuel, le père, et son ou ses futurs propriétaires, les fils.

Par ailleurs, la coopération par son rythme de développement, pourrait permettre la création de fermes coopératives. Déjà, certaines formes de coopération existent pour la machinerie agricole. Il ne serait pas surprenant de voir, un jour, l'État organiser lui-même des fermes pour répondre aux besoins. Dans certains pays, cette intervention de l'État est devenue nécessaire.

Ainsi, le travailleur agricole de demain pourrait tout aussi bien être un propriétaire-entrepreneur, un employé de l'État ou un salarié d'une grande firme pratiquant l'intégration verticale. Malgré ces possibilités, la tendance actuelle demeure surtout celle de la propriété individuelle de l'entreprise agricole.

## **Chapitre III**

### **L'agriculteur moderne**

[Retour au plan](#)

Nous avons pris conscience, dans les chapitres antérieurs, de l'évolution de la société québécoise, de son agriculture et du milieu rural. Ces nouvelles orientations nécessitent une définition nouvelle de l'agriculture.

L'analyse que nous venons de présenter nous permet de dégager une image, un portrait de l'agriculteur moderne. Ce portrait n'est pas nécessairement une description qui correspond à la majorité des agriculteurs québécois. C'est plutôt le portrait d'un agriculteur « idéal », en ce sens qu'il serait parfaitement adapté à la société moderne. Par ailleurs, il est certain que plusieurs agriculteurs québécois sont actuellement très différents de ce portrait idéal ; ils réussissent tout de même à gagner leur vie avec les revenus de leur exploitation. Mais, on peut penser que, de plus en plus, l'agriculteur québécois se modernisera.

Nous allons décrire cet agriculteur idéal de la société québécoise actuelle par ses traits personnels et professionnels, par ses nouveaux rôles, par les problèmes auxquels il fait face.

## **1. – Traits personnels et professionnels de l'agriculteur moderne.**

[Retour au plan](#)

Pour participer efficacement à l'agriculture moderne telle qu'elle se dessine actuellement au Québec, l'agriculteur doit modifier son attitude vis-à-vis de l'agriculture, acquérir des traits personnels et professionnels en concordance avec les impératifs de cette agriculture. Une scolarisation plus élevée, une adhésion qu'il juge essentielle et une participation plus active aux organismes agricoles et une meilleure intégration aux organismes de son milieu caractérisent sur le plan personnel l'agriculteur moderne. Une conception nouvelle de l'agriculture, un esprit plus ouvert à la science et au progrès, une administration rationnelle de son entreprise et une intégration à la société moderne constituent l'essentiel de ses traits professionnels.

### **A) – Traits personnels :**

[Retour au plan](#)

#### **1. – Scolarisation plus élevée.**

Pendant longtemps l'instruction fut une préoccupation secondaire pour l'agriculteur. Selon la tradition populaire, il n'était pas nécessaire d'être instruit pour pratiquer l'agriculture. Cette attitude a aujourd'hui comme conséquence qu'un bon nombre d'agriculteurs, surtout parmi les plus âgés, ont un niveau d'instruction très faible.

Présentement, les agriculteurs manifestent une attitude de plus en plus favorable à l'éducation, à l'acquisition de nouvelles connaissances pour améliorer leur production. Cette volonté nouvelle des agriculteurs vient sans doute du fait qu'ils sont moins isolés du monde urbain où la nécessité de l'instruction a toujours été plus fortement ressentie. D'autre part, les agriculteurs eux-mêmes sentent le besoin de posséder une formation plus poussée dans plusieurs domaines : agriculture, économie, gestion, administration, commercialisation, etc. ... suite aux transformations de l'agriculture.

#### **2. – La participation**

Pendant longtemps, l'individualisme a été le trait dominant de l'agriculteur québécois. Mais les temps ont changé et l'agriculteur moderne sait que le succès réside

dans la participation. L'accroissement de sa participation effective tient à plusieurs causes.

Grâce à une meilleure instruction, il sait qu'il a droit de participer aux décisions qui le concernent.

Par ailleurs, puisque l'agriculture est aux prises avec des difficultés de toutes sortes, les agriculteurs ont senti le besoin de s'unir pour défendre leurs intérêts. Ainsi, l'agriculteur a été amené à participer à diverses actions collectives pour solutionner ses problèmes.

Enfin, l'évolution de l'agriculture oblige une plus grande participation de la part de l'agriculteur, de plus en plus dépendant d'un nombre sans cesse croissant d'agents pour l'achat de ses approvisionnements et la vente de ses produits agricoles. Afin de tirer le meilleur parti de sa situation il tient à participer pour influencer favorablement les décisions prises à un niveau supérieur (politique et économique). Le syndicalisme et la coopération principalement l'ont aidé, en ce sens.

### **3. – Adhésion aux organismes agricoles**

Plusieurs organismes agricoles ont été créés pour défendre et promouvoir les intérêts de l'agriculture et de ceux qui la pratiquent. L'adhésion d'un plus grand nombre d'agriculteurs à ces organismes est une preuve de leur participation. Naturellement, plusieurs ne sont pas convaincus de l'utilité de ces organismes et n'assistent que rarement aux réunions et congrès. La réorganisation de l'U.C.C. en une Union de producteurs agricoles (U.P.A.) prouve que les agriculteurs actuels croient en cette participation.

### **4. – Intégration aux organismes du milieu**

L'agriculteur moderne prend une part plus active à la vie sociale et économique de son milieu. Il ne restreint pas son champ de participation au cercle familial et parental. Il adhère à différentes organisations du milieu que ce soit dans le domaine agricole, économique, religieux, social, politique et même des loisirs. L'agriculteur individualiste et renfermé sur l'univers de sa ferme a cédé le pas à un agriculteur ouvert aux problèmes de la collectivité à laquelle il est conscient d'appartenir.

## **B) – Traits professionnels**

[Retour au plan](#)

### **1. – Une nouvelle conception de l'agriculture**

Informé de la situation de l'agriculture, conscient de ses problèmes l'agriculteur moderne a une nouvelle conception de l'agriculture. Il la voit davantage comme une activité commerciale plutôt qu'un mode de vie traditionnel. Il choisit la profession agricole parce qu'il veut, justement, participer à cette structuration de l'agriculture moderne. Il sait, par exemple, que l'agriculture nécessite de plus en plus de capitaux et doit produire avec moins de main-d'œuvre.

### **2. – Esprit ouvert à la science et au progrès**

De nos jours, l'agriculteur fait davantage confiance aux connaissances scientifiques pour assurer le succès de son exploitation. Devant un problème, il ne recourt plus aux solutions toutes faites mais aborde le problème sans détour en essayant de trouver la solution la plus efficace.

Cette attitude amène les agriculteurs à utiliser, par exemple, les engrais chimiques et les insecticides pour améliorer la quantité et la qualité de leur production. L'agriculteur ne se comporte plus selon des habitudes archaïques ou ancestrales. En effet, cette ouverture à la connaissance scientifique vient du fait que l'agriculteur croit, qu'avec une technologie poussée, l'homme peut maîtriser la nature et la mettre à son service plutôt que de subir ses caprices. Naturellement, cette maîtrise de la nature suppose une connaissance de ses lois.

Il n'y a pas si longtemps, le séchage du foin était laissé à la merci de la bonne température. Aujourd'hui, on l'enrange aussitôt coupé, et on le sèche artificiellement. Ceci n'est qu'un exemple parmi tant d'autres de cette capacité de l'homme de contrôler la nature.

### **3. –Administration rationnelle de son entreprise**

L'agriculteur moderne considère sa ferme comme une entreprise dont il est le gestionnaire ; donc, les principes de comptabilité ne lui sont pas inconnus. Au contraire, il se renseigne afin de faire une meilleure gestion.

Il est conscient aussi de la nécessité des contrôles de production (quotas de lait par exemple) et des contrôles de qualité (classification des produits).

L'administration rationnelle de la ferme suppose qu'on la considère comme une entreprise qui nécessite des investissements productifs qui se mesurent par de la rentabilité par homme, par unité de production animale, par machine, par acre, etc. ...

#### **4. – Intégration à la société moderne**

L'agriculteur d'aujourd'hui ne vit plus dans l'individualisme et la tradition. Il s'intègre aux conditions de vie de la société moderne. Par exemple, il a les mêmes habitudes de consommation que les urbains (d'après une enquête de M. A. Tremblay et Gérard Fortin). Son intégration à la société moderne se vérifie aussi par son acceptation du progrès technique et économique, sa valorisation de l'acquisition de nouvelles connaissances, son désir de participer aux mêmes modes de vie des autres travailleurs qu'ils soient ruraux ou urbains. Par exemple, il considère que le loisir est un besoin et il réclame, comme les autres, quelques jours de congé par année.

## **2. – Nouveaux rôles de l'agriculteur moderne**

[Retour au plan](#)

Cette description des traits personnels et professionnels nous amène à identifier de nouveaux rôles de l'agriculteur moderne. Ces nouveaux rôles découlent aussi de l'évolution de l'agriculture elle-même.

### **1. – L'agriculteur un producteur agricole**

[Retour au plan](#)

Les cultivateurs d'aujourd'hui ont pris conscience de leur situation de producteurs de denrées servant à l'alimentation de la population. Conscients de cette responsabilité sociale et de leur situation dans le système de production de notre société, ils s'identifient maintenant comme des « producteurs agricoles ». Le changement de noms de l'U.C.C. (Union catholique des cultivateurs) en celui de U.P.A. (Union des producteurs agricoles) est à cet égard significatif.

### **2. – Le producteur agricole : un technicien**

Par son évolution l'agriculture est une activité qui exige un lot de connaissances techniques. Le rôle de technicien que doit jouer le producteur agricole suppose qu'il sait utiliser les meilleurs produits, les meilleures techniques de culture, les instru-

ments les plus appropriés. Le technicien est celui qui met en application les découvertes faites par les chercheurs dans le domaine agricole (nouvelles méthodes de production, nouveaux engrais chimiques, nouvelles machineries, etc. ...). Ce n'est pas lui qui fait directement ces recherches, mais il est au courant de ces recherches et adopte les inventions nouvelles selon qu'elles sont appropriées à son type d'exploitation agricole.

Naturellement, étant lui-même engagé dans le travail de production agricole, l'agriculteur n'a pas toujours le temps de se documenter sur ces découvertes. Il fait appel à des spécialistes, par exemple les agronomes, de qui il peut obtenir les informations pertinentes. En demandant des conseils et en se tenant bien informé, l'agriculteur évite de reproduire des erreurs commises par d'autres. Dans le passé, les agriculteurs se méfiaient souvent des agronomes. Aujourd'hui, ils leur reconnaissent un rôle de consultant et de conseiller. Par ailleurs, la vulgarisation devrait être davantage au service des producteurs et répondre à leurs besoins réels.

### **3. – Le producteur agricole : un administrateur**

Les agriculteurs modernes considèrent leur ferme comme une entreprise. Pour que cette entreprise soit viable, voire prospère, elle nécessite une bonne administration. L'agriculteur actuel doit donc jouer le rôle d'administrateur.

Initié aux principes de gestion, de direction d'entreprise, il administre sa ferme, tenant compte des coûts de production et des perspectives du marché. Une comptabilité bien tenue et efficace lui permet d'évaluer ses coûts de production, la qualité des rendements des sommes investies et de faire alors des changements pour améliorer la situation économique de son entreprise.

Le producteur agricole devient un bon administrateur parce qu'il a acquis des connaissances autant dans le domaine économique, financier, juridique, etc. ... que dans le domaine de la production agricole. Plutôt qu'un individu qui a appris son métier par l'expérience en imitant son père, l'agriculteur moderne devient un exploitant qui a appris son métier grâce à une formation technique et administrative. Nous ne voulons pas dire que l'apprentissage sur la ferme paternelle n'est pas bon ; au contraire, c'est un moyen de formation important mais il doit être complété par l'acquisition de connaissances théoriques.

### **4. – Des professionnels de l'agriculture**

Le nouveau producteur agricole ne considère pas l'agriculture comme un pis-aller, mais comme une profession spécialisée. Il sait que seulement ceux qui ont les apti-

tudes d'entrepreneur, d'administrateur et de technicien pourront devenir de véritables producteurs agricoles.

Selon le type de ferme qu'ils exploitent, ils se considèrent comme des travailleurs spécialisés, des gérants d'entreprise, des hommes d'affaires avertis. Les producteurs agricoles modernes ne veulent plus tourner le dos à l'évolution de la vie économique. Ils n'acceptent plus le stigmate de l'être socialement ou économiquement inférieur. Ils considèrent l'agriculture comme une affaire, tout en reconnaissant la valeur sociale et humaine de la pratique de l'agriculture.

### **3. – L'agriculteur moderne face à de nouveaux problèmes**

#### [Retour au plan](#)

Le portrait que nous avons présenté de l'agriculteur moderne serait incomplet si nous n'abordions pas quelques problèmes qui se posent à cette nouvelle classe d'agriculteurs. Nous savons que l'insertion d'une agriculture en tant qu'activité commerciale et industrielle dans le contexte de l'économie moderne pose plusieurs problèmes – pensons seulement à l'inflation actuelle dont l'agriculteur doit tenir compte dans ses investissements – qui relèvent de l'analyse économique. Nous nous limiterons ici à quelques problèmes sociaux, tels le vieillissement de la population agricole, l'orientation de ceux qui quittent l'agriculture.

#### **1. – Vieillesse de la population agricole et relève agricole**

Plusieurs analystes du milieu agricole québécois ont fait cette observation : la moyenne d'âge de ceux qui pratiquent l'agriculture est élevée. Dans certaines régions du Québec, la moyenne d'âge atteindrait quelque 55 ans. Nous ne possédons pas de chiffre précis pour la moyenne québécoise ; elle est certainement inférieure.

Si notre population agricole vieillit, c'est que les effectifs ne sont pas remplacés par des jeunes en assez grand nombre. Le problème du vieillissement de la population agricole en pose un autre, peut-être plus important : *celui de la relève agricole*.

Et ce problème est complexe. Les jeunes ruraux délaissent l'agriculture en si grand nombre, parce qu'ils préfèrent un autre type de travail, moins exigeant et dont le revenu est assuré. Voyant un grand nombre d'agriculteurs quitter leur ferme, ils se disent qu'il n'y a pas d'avenir dans ce domaine. Or, ce phénomène est normal. Il est

prouvé qu'une société industrielle n'a besoin que de 4 à 5 % de la population qui pratique une agriculture à rendements élevés. Plusieurs ont vu leurs parents se plaindre des conditions pénibles provoquées par un réajustement de l'agriculture en tant qu'entreprise commerciale. Comme les jeunes du milieu urbain, ils veulent profiter de la société de consommation dans laquelle nous vivons ; ils veulent plus de confort et de loisirs. La pratique de l'agriculture leur semble incompatible avec le mode de vie auquel ils veulent participer (activités sociales et culturelles, sports, loisirs, vacances).

Par ailleurs, la réforme de notre système d'éducation, rapide dans le cas de l'enseignement général, n'a pas réussi complètement à structurer efficacement le secteur de l'enseignement agricole. Pendant plusieurs années, il n'y avait pas beaucoup de possibilités pour les jeunes ruraux de s'instruire en vue de devenir agriculteur. Parent pauvre de notre système d'éducation, l'enseignement agricole ne jouit d'une place véritable que depuis quelques années dans nos écoles secondaires et cégeps. Ce problème n'a certes pas aidé la relève agricole. Nos diplômés en agriculture des instituts de technologie agricole et des universités se sont, dans la plupart des cas, dirigés dans l'administration gouvernementale ou l'industrie agricole ou para-agricole. Cependant, un phénomène nouveau apparaît ; conscients de la nécessité d'une bonne formation de base, plusieurs des futurs agriculteurs seront détenteurs d'un diplôme de technologie agricole et même universitaire.

Cependant le problème de la relève agricole n'est pas seulement un problème d'attitude vis-à-vis de la pratique de l'agriculture. C'est aussi un problème économique. La ferme devient une véritable entreprise. Le jeune qui veut se lancer dans l'agriculture doit investir beaucoup d'argent et, comme il ne l'a pas, il doit faire des emprunts considérables. Ce n'est pas tous les jeunes qui veulent assumer de tels risques. Par ailleurs, parce que c'est une entreprise à capitalisation élevée, la ferme familiale devient difficile à racheter par le fils. Le père ayant toujours réinvesti sur sa ferme, son seul profit provient de la vente de l'entreprise. On ne peut lui reprocher de vouloir vendre son entreprise car c'est le seul moyen de s'assurer une retraite convenable.

Les problèmes de la relève agricole se posent d'une façon très différente selon les régions. Ainsi, dans les régions agricoles éloignées des grands centres (Québec et Montréal) ; il y a beaucoup de terrains agricoles à vendre à des prix peu élevés mais les jeunes ne sont pas tellement désireux de les acheter car, conscients que l'agriculture doit être rentable, ils considèrent que la localisation de ces exploitations et les conditions du sol et du climat ne sont pas trop favorables à assurer une bonne rentabilité. Par contre, dans la région périphérique de Montréal, par exemple, il y a une relève agricole qui est prête à se constituer mais le problème est inverse. Les

exploitations agricoles sont généralement plus développées, et en raison de la spéculation des financiers qui offrent de forts prix, elles ne sont pas abordables.

Nous pourrions discuter plus longuement de ce problème de la relève agricole et sa conséquence actuelle, le vieillissement de notre population agricole. Ce phénomène peut paraître dramatique. Il est cependant atténué par le fait que, maintenant, il n'est pas nécessaire d'avoir une grande quantité de travailleurs agricoles. Les exploitations agricoles diminuent en nombre mais leur production augmente. Notre souci collectif devrait être de permettre à ceux qui sont vraiment intéressés et qui possèdent les aptitudes et la formation nécessaire de pratiquer l'agriculture. Décider de devenir agriculteur doit être un choix positif de la part de l'individu. Le problème de la relève agricole n'est pas, selon nous, une question de quantité mais plutôt une question de qualité des effectifs de notre future classe de producteurs agricoles.

## 2. – Réorientation de ceux qui quittent l'agriculture

[Retour au plan](#)

Une des caractéristiques principales d'une société industrielle est le peu d'emploi dans le secteur primaire (agriculture, pêches, mines). Les emplois sont plutôt disponibles dans le secteur secondaire (industries de transformation) et dans le secteur tertiaire (services). Lorsqu'une société devient industrielle, comme c'est le cas du Québec, il se produit alors une évolution de l'emploi qui se caractérise par le passage des travailleurs du primaire, donc de l'agriculture, aux secteurs secondaire et tertiaire. L'agriculture s'inscrit dans ce contexte ; en conséquence, elle n'a plus besoin autant d'effectifs pour assurer une production suffisante de denrées agricoles. Les deux tableaux qui suivent nous donnent une image de l'ampleur de ces mouvements de travailleurs.

### 1. – Population vivant sur des fermes au Québec (exploitant et sa famille)

Année	Nombre
1941	838,861
1951	792,756
1961	585,485
1971	334,579

## 2. – Évolution de la main-d'œuvre agricole. Québec

Année	Nombre
1956	170,000
1965	127,000
1970	105,000
1973	88,000

Ainsi, la main-d'œuvre agricole diminue considérablement. Malgré cette diminution importante, la production augmente sans cesse. Pour la même période, la valeur brute de la production agricole du Québec est passée de 385 millions à plus d'un milliard de dollars.

Par ailleurs, la population vivant sur des fermes diminue fortement malgré l'augmentation constante de la population totale du Québec. Il y a donc des individus qui quittent l'agriculture. On peut vérifier ce phénomène par la diminution du nombre de ferme :

## 3. – Évolution du nombre de fermes au Québec

Année	Nombre
1941	154,669
1951	134,336
1961	95,777
1971	61,257

Le nombre de fermes diminue mais celles qui restent s'agrandissent et deviennent de véritables entreprises. Ce nombre, d'après les prévisions des économistes, devrait baisser encore pendant quelques années et se stabiliser à environ 40 000 exploitations agricoles.

Cette évolution des occupations fait que plusieurs travailleurs agricoles sont libérés du secteur agricole et doivent se réorienter dans d'autres secteurs de l'activité. Ce n'est pas toujours facile. Les emplois dans le secteur de l'industrie manufacturière et autres ou dans les services exigent une bonne formation. L'agriculteur qui abandonne l'activité agricole à 45 ans trouve difficilement de l'emploi. Il doit se recycler. Réapprendre un autre métier à cet âge n'est pas sans causer plusieurs problèmes.

C'est un des défis du gouvernement de développer des politiques permettant une réinsertion dans le circuit économique des travailleurs libérés du secteur primaire, en particulier de l'agriculture.

## BIBLIOGRAPHIE

[Retour au plan](#)

- FORTIN, Gérald, *Le Défi d'un monde rural nouveau*. Publication no 4 Conseil de la recherche en économie agricole du Canada, mai 1966.
- FORTIN, Gérald, *La Fin d'un règne*, Montréal, HMH, 1971.
- RIOUX, Marcel et MARTIN, Yves, *La Société canadienne-française*, Montréal, HMH 1971.
- LESSARD, Marc-André, et MONTMIGNY, Jean-Paul, *L'Urbanisation de la société canadienne-française*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1967.
- DUMONT, Fernand, « Idéologie au Canada-français 1850-1900 : quelques réflexions d'ensemble » in *Recherches sociographiques*. Revue du département de sociologie, Université Laval, vol. X, no 2, 3, 1965.
- - -, *Idéologie au Canada-français*, Institut supérieur des sciences humaines, P.U.L., 1973, (en particulier l'article de Jean Hamelin : « Québec 1896-1929 : une deuxième phase d'industrialisation ».)
- HAMELIN, Jean et ROBY, Yves, « L'Évolution économique au Québec, 1851-1896 », in *Recherches sociographiques*, vol. X, no 2-3, p. 157.
- BLANCHARD, Raoul, *Le Canada français, province de Québec*, Montréal, Fayard, 1960.
- FALARDEAU, Jean-Charles, *Notre société et son roman*, Montréal, HMH, 1967.
- TREMBLAY, Marc-A., et FORTIN, Gérald, *Les Comportements économiques de la famille salariée du Québec*, Presses de l'Université Laval, 1964.
- LAMONTAGNE, Maurice et FAUCHER., Albert, « L'Histoire du développement industriel au Québec », in *La Société canadienne-française* de Marcel Rioux, p. 265-278.
- FALARDEAU, Jean-Charles, Évolution de nos structures sociales in, *La Société canadienne-française*, p. 119.

- FORTIN, Gérald, *Nouvelles familles et nouvelle société*, texte miméo, 13 p.
- FORTIN, Gérald, *La Société de demain, ses impératifs, son organisation*. Annexe 25, Rapport de commission d'enquête sur la santé et le bien-être social.
- FALARDEAU, Jean-Charles, « Des élites traditionnelles aux élites nouvelles ». Recherches sociographiques, vol. VII, no 1-2, janvier-août 1966, p. 131-145.
- BEAUCHAMP Claude, *Sociologie rurale et coopération*. Direction générale de l'éducation permanente, Ministère de l'éducation, 1971.
- L'agriculture au Québec*, situation actuelle et conditions de développements, Mémoire de l'U.C.C. à la Commission royale d'enquête sur l'agriculture au Québec.
- Rapport de comité d'études de l'enseignement professionnel agricole*, Québec, Ministère de l'éducation, 1966.
- L'Évolution de l'agriculture et le développement économique au Québec*, Rapport de la commission royale d'enquête sur l'agriculture au Québec, Québec, 1967.
- La Situation économique du Québec en 1973*. Ministère de l'industrie et du commerce, Direction des communications, mai 1974.
- LETOURNEAU, Firmin, *Histoire de l'agriculture*, 1968.
- Coopérative fédérée de Québec, *Mémoire à la commission royale d'enquête sur l'agriculture*, mai 1967, 2e édition.
- Sources statistiques : Ministère de l'agriculture du Québec et Statistiques Canada.
- ROCHER, Guy, *Introduction à la sociologie*, Montréal, HMH, 1968, 3 vol.
- FORTIN, Louis-de-Gonzague, « L'Action agronomique avant 1912 : Le milieu rural – les premiers agronomes » in La revue *Agriculture*, publié par la Corporation des agronomes de la province de Québec, Automne 1949.
- Horizon 1980*, une étude sur l'évolution économique du Québec de 1946 à 1968 sur ses perspectives d'avenir, Ministère de l'industrie et du commerce, 1970.
- GAGNON, Gabriel et MARTIN, Luc, *Québec 1960-1980, La Crise du développement*, Montréal HMH, 1973.
- PAQUET, Gilles, « L'Émigration des Canadiens-français vers la Nouvelle-Angleterre, 1870-1910 : prises de vue quantitatives » in *Recherches sociographiques*, Québec, Département de sociologie, Université Laval, Vol. V, no 3, 1964, p. 319-370.
- FORTIN, Gérald, « Le Québec : une société globale à la recherche d'elle-même » in Recherches sociographiques, vol. VIII, no 1, 1967, p. 7-14.